

Questions orales

flambée des taux d'intérêt en 1981 et en 1982, et une forte augmentation du chômage. C'est ce que nous cherchons à éviter.

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, le ministre doit comprendre que des représentants de tous les secteurs de notre économie demandent que les taux d'intérêt soient abaissés et qu'on laisse le dollar chuter.

Le ministre des Finances écouterait-il les entreprises, les syndicats et les consommateurs ou existe-t-il des dispositions dans l'Accord de libre-échange qui exigent que le gouvernement du Canada maintienne la valeur du dollar au-dessus de 80c. US, ce qui lui interdit de réduire les taux d'intérêt?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons déjà entendu ces affirmations fallacieuses à maintes reprises. Si le député comprenait comment les marchés financiers fonctionnent, comment les taux d'intérêt sont fixés, comment le dollar canadien fluctue, il n'aurait jamais posé cette question parce qu'il saurait qu'un tel engagement ne pourrait jamais être respecté.

[Français]

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, il est clair que le gouverneur de la Banque du Canada a une obsession avec une inflation à zéro. Maintenant, le gouvernement a appuyé cette obsession. Je veux demander au ministre des Finances aujourd'hui, parce que c'est à lui qu'incombe la responsabilité de la politique monétaire au Canada, s'il est prêt maintenant, face à la demande à travers le pays de tous les secteurs de l'économie, de commencer à voir à ce que les taux d'intérêt au Canada diminuent, et qu'il permette à la valeur du dollar, au Canada, d'être réduit aussi? Le temps est venu d'écouter les Canadiens. Il ne les a pas écoutés pendant la TPS, est-ce qu'il va les écouter maintenant sur ce sujet des taux d'intérêt?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je peux affirmer que notre gouvernement et moi-même, en tant que ministre, avons écouté attentivement les Canadiens; nous avons tenu de vastes consultations sur tous les aspects de la politique économique que nous avons mise en place ces cinq dernières années. C'est un fait, tout le démontre. Ce n'est pas une affirmation gratuite.

Ces derniers mois et ces dernières années, nous avons parlé de divers aspects de l'économie, qu'il s'agisse d'inflation, de politique monétaire ou de politique financière, avec de nombreuses personnes représentant un large éventail de la population. Nous avons été à l'écoute des Canadiens et avons tenu compte de leurs points de vue dans les décisions que nous avons prises.

Le député a parlé d'une obsession. Notre obsession, c'est d'assurer une croissance soutenue pendant une longue période, sans provoquer d'inflation. Nous avons connu une telle croissance dans les années 1980, de 1984 à 1989. Nous traversons en ce moment une période difficile, mais nous sommes déterminés à remettre le pays sur la voie de la croissance soutenue et non inflationniste, et je crois que si nous persévérons comme nous avons commencé, nous y parviendrons dans un proche avenir.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le taux d'escompte de la Banque du Canada a augmenté aujourd'hui pour la vingt et unième fois depuis 1988. Selon l'Association des manufacturiers canadiens, le secteur manufacturier au Canada croule sous ces taux d'intérêt.

Je voudrais citer un autre observateur de l'économie:

Le taux d'inflation oscille entre 5 et 6 p. 100. Le taux d'intérêt, qui s'élève actuellement à 13 ou 14 p. 100, est tout simplement trop élevé.

Le ministre accepte-t-il ce jugement limpide et agira-t-il pour faire baisser immédiatement ces taux?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, à mon avis, les réponses que j'ai données plus tôt cette semaine et encore aujourd'hui à la Chambre sont très claires.

Nous avons dit très clairement que nous nous préoccupions des pressions inflationnistes, que nous sommes déterminés à alléger. Lorsque ce sera fait, les taux d'intérêt baisseront. C'est très clair. C'est un énoncé clair de la politique du gouvernement.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Bien entendu, monsieur le Président, j'ai cité les paroles de l'honorable Michael Wilson lui-même, quand il était dans l'opposition.

• (1430)

Je demande au ministre si ce qui était vrai dans ce temps-là ne l'est plus aujourd'hui. S'il avait raison de dire que les intérêts à 13 ou 14 p. 100 étaient trop élevés alors que l'inflation était de 5 à 6 p. 100, et si le gouvernement avait tort de maintenir des taux si élevés en décembre